

L'alimentation des sociétés urbaines : une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ?

Caroline Brand et Serge Bonnefoy

Volume 11, numéro 2, septembre 2011

Acteurs et projets au cœur des agricultures urbaines et périurbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1009357ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brand, C. & Bonnefoy, S. (2011). L'alimentation des sociétés urbaines : une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ? *VertigO*, 11(2).

Résumé de l'article

Cet article se propose d'aborder la question du rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine par rapport à l'émergence d'une nouvelle demande sociale concernant l'alimentation. Nous nous interrogeons sur le nouveau liant que l'alimentation des sociétés urbaines pourrait constituer dans le cadre des rapports entre ville et agriculture.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'alimentation des sociétés des pays industrialisés a connu des évolutions profondes et rapides qui ont reconfiguré les rapports au territoire. On observe ainsi un mouvement de balancier entre déterritorialisation et reterritorialisation qui semble actuellement se faire au profit du second. Face à une demande sociale en émergence qui se traduit dans la métropole par un mélange complexe de saveurs territoriales, nous étudions comment la question alimentaire se hisse à l'agenda des collectivités territoriales dans les politiques agricoles périurbaines des agglomérations membres du réseau Terres en Villes. Si cette mise à l'agenda se fait essentiellement pour l'instant par une entrée agricole, nous mettons en avant la façon dont l'alimentation pourrait constituer un levier d'interpellation des politiques d'aménagement dans le cadre de la gestion territoriale de régions urbaines « à vivre ». Ainsi, on observe les prémices d'une émergence de politiques alimentaires, dépassant les seules politiques de circuit-court, créant des liens avec des sphères d'acteurs autres que celles du monde agricole, pouvant se retrouver autour de la question alimentaire pour s'engager dans la construction de territoires métropolitains.



Caroline Brand et Serge Bonnefoy

L'alimentation des sociétés urbaines : une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ?

Introduction

- 1 Si les villes se définissent « comme des regroupements de population ne produisant pas elles-mêmes leurs moyens de subsistance alimentaire » (Ascher, 2001 : 11), les travaux qui envisagent de faire de la ville future une ferme à grande échelle (Viljoen, 2005, cité par Morgan, 2010) ou d'installer en ville des fermes verticales (Despommier, 2010), nous interrogent sur la place de l'agriculture dans le fonctionnement urbain. Face à cela, une volonté de réinscrire la fonction nourricière de l'agriculture se fait forte. Ainsi, en France, l'article 31 de la loi de programmation n° 2009-967 du 3 août 2009 rappelle que « *la vocation première de l'agriculture est de répondre aux besoins alimentaires de la population, et ce de façon accentuée pour les décennies à venir* ». Le document assigne aux Schémas de cohérence territoriale (SCoT) et aux plans locaux d'urbanisme d'engager des mesures permettant de préserver les surfaces agricoles, l'agriculture périurbaine se trouvant au cœur de nombreuses tensions dans le contexte de métropolisation croissant qui caractérise nos sociétés (Soja, 2000).
- 2 C'est pourquoi nous situons notre réflexion sur ces vastes régions urbaines, qui comprennent aussi une part toujours plus importante de l'espace agricole national (Bertrand, 2010), afin d'envisager les liens les unissant à l'alimentation, clé de leur survie. D'autre part, si les villes ne produisent pas la matière première de leur alimentation (Ascher 2001), elles fabriquent néanmoins une élaboration culturelle de ce qu'elles ingèrent qui contribue fortement à modeler le système agricole périphérique.
- 3 Nous nous interrogeons donc sur la façon dont l'enjeu alimentaire pourrait constituer un nouveau rendez-vous pour la gestion territoriale des territoires métropolitains.
- 4 L'alimentation des sociétés urbaines pourrait-elle constituer un *nouveau liant* entre agriculture et ville dans le cadre des régions urbaines ?
- 5 Dans un premier temps, nous retracerons, à partir des travaux existants, les évolutions globales du système alimentaire et la façon dont la *géographicité* dont est porteuse l'alimentation (Fumey, 2008) semble dessiner une place renouvelée pour l'agriculture malgré la complexité du système métropolitain. Puis, nous verrons, à travers l'étude des politiques agricoles périurbaines des agglomérations adhérentes du réseau Terres en Villes que la question alimentaire ouvre la réflexion sur l'agriculture à un raisonnement territorial englobant sur la région urbaine.

La relation alimentaire entre ville et agriculture au regard des changements alimentaires au sein des sociétés urbaines

- 6 Selon Éric Dardel, il y a un rapport ontologique entre l'homme et l'espace qui est celui de la *géographicité* (1952 : 2). Cette *géographicité* est entendue comme « une relation concrète » qui se noue entre l'homme et la Terre. Si l'on suit les propos de Gilles Fumey, l'alimentation serait un moyen d'expression de cette *géographicité* au sens où elle est « l'un des moyens les plus forts « d'être au monde » [...] le lien le plus intime entre tout être et le monde » (2010 : 20). Cette relation existentielle entre l'homme et la terre nous interroge lorsque l'on se penche sur les évolutions des rapports à l'alimentation dans l'après-Seconde Guerre mondiale qui sont marqués par une certaine disparition, une distanciation des liens entre l'aliment et le mangeur sous les effets conjoints de l'industrialisation et de l'urbanisation devenue métropolisation. Ces deux processus et leurs corollaires (révolution des transports, progrès techniques en matière de conservation) changent le rapport à l'espace et au temps depuis le 19^e siècle (Figure 1).

Figure 1. L'alimentation moderne, entre extra-temporalité et extra-spatialité

Source : Caroline Brand, 2010

Une déterritorialisation progressive du système alimentaire

- 7 L'étude des systèmes alimentaires pointe ce passage d'une société *agricole* où ce qui est produit est consommé sur place à une société *agro-industrielle* puis *agrotertiaire* où les aires d'approvisionnement alimentaire s'organisent à une échelle continentale, voire mondiale pour certains produits (Malassis, 1997a, b ; Charvet, 2008). Dans un contexte de montée en technicité, de spécialisation et de développement des échanges à l'échelle mondiale, le système agricole a progressivement tourné le dos à la proximité de la ville au nom de la productivité et de la rentabilité. Le système alimentaire s'inscrit dans un fonctionnement mondialisé et certains géographes parlent alors de « placeless foodscape » (Ibery et Kneafsey, 2000).
- 8 L'entrée dans l'âge agro-industriel marque aussi l'émergence de nouveaux acteurs, que sont les acteurs de la filière agroalimentaire et de la grande distribution, qui viennent s'immiscer entre l'aliment et le *mangeur*. La préparation culinaire, facteur d'appropriation des aliments, passant « de la cuisine à l'usine » (Fischler, 1993 : 187), le mangé s'éloigne du mangeur.

Se nourrir en ville : la métropole pudding

- 9 En lien avec la période *agro-industrielle* la ville s'est d'abord détachée des contraintes géographiques et de la dépendance au seul système alimentaire permis par l'agriculture locale (Steel, 2009 : 7). Puis, le processus de métropolisation a accentué cette tendance complexifiant la relation entre ville et agriculture périphérique.
- 10 La métropolisation est une mutation structurelle des sociétés urbaines, c'est la ville qui sort de ses murs et se répand sur un territoire de fonctionnement quotidien étendu. L'étalement urbain qui en résulte a fragilisé l'agriculture périphérique qui ne s'intégrait pas dans le modèle agricole dominant. La métropolisation apparaît comme « l'avenir des villes » (Ascher, 1995), un stade plus avancé du processus d'urbanisation où la ville devient « coextensive au territoire » (Chalas, 1997 : 251) avec lequel elle est en rapport quotidien.
- 11 Si les villes ont toujours eu une fonction de brassage, cette caractéristique s'est accentuée avec la mondialisation qui a mis en mobilité une ronde de produits alimentaires. Une étude menée par le *Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie* entre 2002 et 2003 montre que la génération d'après-guerre est la première à s'ouvrir sur l'extérieur en recherchant des produits exotiques (Hébel, 2007 : 27).
- 12 Dans un chapitre portant sur les impacts de la mondialisation sur la ville contemporaine, Edward W. Soja (2000) présente l'utilisation du terme *cosmopolis* par les scientifiques pour parler des villes-régions mondialisées et culturellement hétérogènes (2000 : 229). Comme le disent les géographes David Bell et Gill Valentine, « if the cosmopolitan has a home, it is the city » (1997 : 117). Inscrite dans des réseaux d'approvisionnement mondialisés, la métropole est ainsi le miroir, autant que le moteur, de la mondialisation (Charvet, 2008 : 6), une Babel alimentaire, cosmopolite permettant un accès à des produits d'ici et d'ailleurs à la fois. Par exemple, si la métropole lyonnaise constitue une vitrine des productions régionales, sa culture gastronomique est aussi tournée vers l'international. Ainsi, si l'on peut lire sur le site internet de la ville de Lyon que les Halles de Lyon Paul Bocuse « sont le haut lieu de la gastronomie lyonnaise » faisant la promotion des « produits de la métropole lyonnaise »¹, elles constituent aussi un écrin des produits gastronomiques français et mondiaux (Lefort, 2008).
- 13 François Ascher souligne que si la nourriture reste emblématique d'un local, ce n'est pas le cas de sa consommation. Selon lui, les individus consomment de plus en plus de « produits à origines localisées, et de provenances de plus en plus diverses » (2005 : 127) sans pour autant

s'identifier de façon exclusive à l'une de ses origines. L'alimentation métropolitaine est ainsi marquée par une multiappartenance territoriale, correspondant à l'éclectisme de l'individu hypermoderne (Ascher, 2005). Dans les métropoles, le mangeur est dans une « situation d'ubiquité » (Ariès, 1997 : 91) et il mange de la cuisine d'ici, « de son terroir de la même façon que l'on mange celle de son passé ou du bout du monde » (Ariès, 1997 : 91). La métropole lui donne accès à des produits d'*origine localisée* lointains ou proches ainsi qu'à des produits globaux standardisés, homogénéisés.

14 Dans ce contexte, la place de l'agriculture périphérique dans le fonctionnement métropolitain n'est pas évidente. Les espaces métropolitains prennent la forme d'un patchwork alternant surfaces agricoles et surfaces urbanisées. La métropole habite donc une assiette, mais ce n'est pas forcément celle dans laquelle elle se nourrit étant donné son caractère cosmopolite et la domination du caractère mondialisé du système agroalimentaire.

15 Enfants et parents de la mondialisation, les deux processus d'industrialisation et d'urbanisation changent donc la « relation concrète » de l'homme à la terre en une relation plus abstraite. C'est pourquoi nous avançons qu'ils sont à l'origine d'un mouvement de *déterritorialisation* de l'alimentation, d'une déconnexion entre espace de production et espace de consommation de l'alimentation, au moins dans sa part matière. Dans ce décloisonnement ville et agriculture périphérique se sont détournées l'une de l'autre, même s'il faut souligner que dans ce mouvement dominant, toutes les pratiques alimentaires reliant la ville à son agriculture de proximité n'ont pas été effacées.

Vers une reterritorialisation

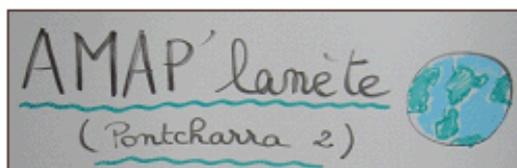
16 Cependant, les processus amenant à cette forme de *déterritorialisation* de l'alimentation sont porteurs de risques qui changent le rapport à l'alimentation depuis quelques décennies, conduisant à un basculement vers une forme de *reterritorialisation* de l'alimentation.

Risques alimentaires et enjeux écologiques changent le rapport à l'alimentation

17 Ainsi, un sentiment de risque alimentaire se développe conjointement à l'industrialisation, considérée comme une « mauvaise mère » (Fischler, 1993 : 208). L'aliment est devenu un « objet comestible non identifié » (1993 : 209), sans passé ni origine connus. La technicisation et la multiplication des acteurs de la chaîne alimentaire accroissent la peur originelle de l'incorporation du « mauvais objet » qui devient soi (1993 : 209).

18 Les crises emblématiques de l'Encéphalopathie spongiforme bovine ou des organismes génétiquement modifiés ont alimenté une représentation négative de l'alimentation industrielle. On s'insurge ainsi contre la « malbouffe », on parle de « frankenfoods » en Grande-Bretagne dans les années 1970 (Poulain, 2002 : 17). La « sur-bouffe » permise par le système agro-industriel est aussi à l'origine du nouveau fléau sanitaire que constituent les maladies non transmissibles liées à l'Alimentation. Peur de l'excès et peur des risques alimentaires liés à l'abondance alimentaire viennent remplacer les peurs ancestrales liées au manque, aux difficultés d'approvisionnement. Les enjeux écologiques planétaires introduisent aussi de nouvelles préoccupations vis-à-vis de l'alimentation (Figure 2).

Figure 2. L'injonction de durabilité change le rapport l'alimentation



Source : Caroline Brand, 2010

19 En effet, « la richesse symbolique de la nourriture en fait un enjeu politique et idéologique qui donne une valeur spécifique aux choix alimentaires » (Ascher, 2005 : 191). Ainsi,

réchauffement planétaire, épuisement des ressources naturelles, surutilisation des sols, appauvrissement de la biodiversité s'immiscent dans les préoccupations alimentaires comme le montre le développement de l'agriculture biologique ou des locavores.

D'une recherche de sens dans l'alimentation à une reterritorialisation

- 20 Ces facteurs sont à l'origine d'un mouvement de recherche de sens dans l'alimentation, de traçabilité de celle-ci qui débouche sur des formes de *reterritorialisation*. On constate un retour vers des produits identifiés, vers des produits « géographiques » (Charvet, 2008 : 31), liés à des territoires ou des terroirs. Cette *reterritorialisation* redonne aux géographies locales et régionales une place dans les systèmes alimentaires (Morgan et al., 2009), qui sont « la manière dont les hommes s'organisent pour produire et consommer leur nourriture » (Malassis, 1997b : 227). Les recherches en sciences sociales portant sur l'alimentation prennent ainsi acte d'un certain nombre de mouvements qui marquent un tournant vis-à-vis du système alimentaire mondialisé de l'après-Seconde Guerre mondiale (Deverre et Lamine, 2010).
- 21 On assiste ainsi depuis une vingtaine d'années à une multiplication des signes de distinction que sont les signes d'identification de qualité et d'origine qui mettent en valeur l'origine du produit, contenue à la fois dans le lieu de production et dans les savoir-faire du procédé de production (Csergo, 1995). Selon Gilles Fumey, l'alimentation de qualité est « fondamentalement géographique », car « elle constitue une forme d'horizon plus ou moins indépassable de ce à quoi prétend tout être humain : être au monde et l'incorporer avec du sens et des valeurs auxquelles il tient » (2008 : 258).
- 22 Mais, la recherche de sens ne passe pas uniquement par des procédures d'identification officielle. De nombreux mouvements marquent la recherche d'une (re)-connexion avec l'espace nourricier, d'une « relation concrète » au sens d'Éric Dardel. Si le local est associé dans les discours à la qualité (Csergo, 1995 : 162), il peut aussi revêtir une signification autre, s'inscrivant dans une recherche de synergie avec le territoire. Les systèmes agroalimentaires localisés sont un exemple de cette recherche des effets de proximité. Le mouvement emblématique des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) toute proportion gardée, repose lui sur une proximité producteur-consommateur (Delfosse et Bernard, 2007 : 24), entre des acteurs territorialisés. Le développement multiforme des circuits de proximité, le mouvement Slow Food sont aussi des signes de recherche de sens dans l'alimentation et de réflexion sur l'inscription de l'alimentation dans les territoires. Se nourrir apparaît alors comme un moyen de s'inscrire dans un territoire et de l'habiter et c'est dans cette configuration que l'agriculture des territoires métropolitains retrouve une place.
- 23 Ce mouvement s'observe aussi chez les acteurs de l'âge agro-industriel comme la grande distribution qui commence à intégrer la symbolique territoriale à son activité (Figure 3). On peut ainsi mentionner l'espace de vente « Saveurs du coin » géré par l'association de producteurs du même nom et greffé au rayon fruits et légumes de deux magasins de l'enseigne Auchan de la région lyonnaise. Cette opération est développée en partenariat avec les producteurs pour mettre en valeur les productions agricoles de l'Est lyonnais et participe d'une reconnexion entre espaces urbains et espaces agricoles à proximité sous l'impulsion d'une demande urbaine.

Figure 3. L'utilisation de la symbolique territoriale dans la grande distribution

Source : Caroline Brand, 2011 et www.mouvement-leclerc.com, 2010 (pour la photo du Milieu).

24 Ainsi, si la période de l'après-Seconde Guerre mondiale a été à l'origine d'une *déterritorialisation* de l'alimentation, la *géographicité* (Fumey, 2008) de l'alimentation revient sur le devant de la scène dans le cadre d'un retour vers les territoires qui marque la période post-fordiste, fondée sur une dynamique de recherche de différenciation entre les produits et les espaces (Pecqueur, 2006). Cette dynamique s'élargit des produits alimentaires spécifiques, comme les produits de terroir, aux produits génériques comme les fruits et légumes (Figure 3). Parallèlement, si les mangeurs ont plus de libertés, ils ont aussi plus d'angoisses ce qui expliquerait ce retour de balancier vers une recherche des origines de l'aliment dont l'agriculture périphérique pourrait bénéficier. On observe ainsi le développement d'actions allant dans le sens d'une (re)-connexion à l'espace nourricier de proximité, dont l'échelle varie selon la configuration des régions urbaines et des espaces agricoles périphériques. Ces évolutions dans les rapports à l'alimentation indiquent un changement des relations entre espaces agricoles et espaces urbains qui peuvent avoir des répercussions sur la configuration des régions urbaines.

25 En redécouvrant la problématique alimentaire, la ville, devenue région urbaine et ses périphéries agricoles pourraient se redécouvrir des liens dont elles tireraient toute deux bénéfice.

L'alimentation, *liant* des territoires métropolitains ?

26 Dans une perspective aménagiste, les implications spatiales des nouvelles pratiques alimentaires pourraient faire émerger un nouveau rendez-vous pour la gestion territoriale des espaces métropolitains. Si l'enjeu qui nous préoccupe ici n'est pas l'autosuffisance de la ville grâce à l'agriculture à proximité (Vidal et Fleury, 2010), les nouveaux rapports à l'alimentation, même s'ils sont marginaux dans le système alimentaire global, nous interrogent sur les conséquences qu'ils pourraient avoir sur l'aménagement des territoires métropolitains, en s'immisant dans la relation ville-agriculture périphérique.

Le contexte métropolitain comme occasion de rencontre du triptyque ville-alimentation-agriculture

27 Faisant écho au contexte de métropolisation des territoires, Carolyn Steel (2009) montre à travers le paradigme de *Sitopia*, comment les systèmes alimentaires pourraient constituer un *objet croisement* pour aborder les problèmes liés à la façon dont les territoires sont habités. Elle invite à changer de regard sur la ville en se positionnant du côté de ce qui lui est vital : la nourriture. *Sitopia*, du grec *sitos* (nourriture) et *topos* (lieu) exprime ainsi la ville comme façonnée par sa nourriture. Dans son approche, la ville et sa campagne sont appréhendées comme un territoire continu, une même entité. Ainsi, dans le contexte métropolitain qui réunit, au moins topographiquement, espaces urbains et espaces agricoles, l'alimentation

pourrait constituer une entrée pour penser l'ancrage et la cohésion du système métropolitain, « *city and country need one another, and their relationship is what we should really be addressing* » (Steel, 2009 : 316).

28 Vitale pour le fonctionnement de la ville, l'alimentation reste néanmoins la grande absente des réflexions d'aménagement urbain. En levant le voile sur cette pièce du puzzle métropolitain Kameshwari Pothukuchi et Jerome L. Kaufman s'en étonnent, « *this low level of involvement is perplexing because the food system is a significant metropolitan system* » (2000 : 121). Les systèmes alimentaires sont longtemps demeurés un terrain inexploré par les aménageurs qui les considéraient comme une problématique rurale ou ne relevant pas d'une compétence publique (Pothukuchi et Kaufman, 2000). Pourtant, selon les auteurs, l'intégration d'une réflexion sur la problématique alimentaire permettrait le croisement de nombreux champs de l'aménagement (transport, déchet, social, santé, économie, environnement) et serait susceptible de créer un motif hybride, réunissant plusieurs enjeux et motifs, pour la préservation et l'intégration des terres agricoles dans le fonctionnement des systèmes urbains.

29 Dans un contexte métropolitain et de changement dans les rapports à l'alimentation, l'agriculture des territoires métropolitains pourrait (re)-trouver une place renouvelée de partenaire de l'espace urbain.

L'horizon des politiques alimentaires

30 C'est à travers la thématique des circuits courts que la question alimentaire s'est ainsi invitée, ces dernières années, à la table des agglomérations françaises conduisant des politiques territoriales en faveur de l'agriculture périurbaine². Pour ces dernières, on parlera de politique publique (Muller, 2009 : 22) puisqu'elles se présentent sous la forme d'un programme d'action gouvernementale local dans un secteur de la société ou un espace géographique, et, qu'elles présentent les cinq éléments constitutifs de toute politique publique : un ensemble de mesures concrètes, des décisions de nature plus ou moins autoritaire, un cadre général d'action, un public et enfin des buts et objectifs. Leur champ est plus ou moins large selon les agglomérations.

31 Les circuits courts ont été avec la protection du foncier agricole, un des deux piliers des politiques territoriales en faveur de l'agriculture périurbaine conduites en France à partir des années 1970.

32 Ce thème est pourtant peu présent dans deux des trois grandes approches historiques de l'agriculture périurbaine. L'approche foncière de la profession agricole³ et l'approche planificatrice francilienne⁴ ont en effet privilégié la protection des espaces agricoles ou naturels. Par contre, l'approche-projet rhônalpine⁵ fondée sur l'alliance entre acteurs locaux et la mise en œuvre de programmes agricoles qui se généralisera par la suite en France, accorde dès 1979 une place centrale à la thématique des circuits courts comme à celle de la protection et de la mise en valeur des espaces agricoles, de l'intervention foncière et de l'installation agricole.

33 La quatrième approche en développement depuis quelques années est liée à l'irruption des acteurs de la société civile (les AMAP notamment) et aux préoccupations montantes en matière de ville durable et de métropolisation qui renouvellent le thème des circuits courts et contribuent à sa généralisation dans toutes les politiques agricoles d'agglomération.

Politiques agricoles périurbaines et circuits courts

34 Un travail⁶ récent du réseau *Terres en Villes*⁷, qui reste à affiner notamment en catégorisant les histoires urbaines et les sentiers de dépendance des politiques locales, propose une typologie des politiques agricoles périurbaines des 21 agglomérations membres⁸. Elle a été construite à partir de données générales sur le territoire, l'agriculture, les relations entre agriculture et ville, ainsi que sur les politiques agricoles et de planification locale⁹ (répertoire d'actions, niveau d'intégration et gouvernance).

35 Cinq grands types ont été identifiés. Le premier type de politique, « le compromis foncier », cherche à dégager un consensus local entre extension urbaine et compensation des emprises sur les terres agricoles. C'est une étape nécessaire, mais non suffisante pour construire un projet agricole. Le second type, « la campagne urbaine » regarde l'agriculture du point de

- vue de la ville : il intègre l'agriculture dans le projet urbain en lui faisant jouer un rôle dans l'organisation du territoire, l'amélioration du cadre de vie, la protection du milieu naturel, mais aussi plus récemment dans la production d'une alimentation de qualité. Le troisième type, « les opportunités agriurbaines », qui reste à préciser, et le quatrième type « le développement agricole périurbain » sont assez proches. Le troisième recherche une complémentarité multifonctionnelle entre ville et agriculture au gré des opportunités locales alors que le quatrième aborde la question agricole périurbaine sous l'angle de l'économie de proximité. Ces deux types sont actuellement profondément renouvelés par la revalorisation de l'économie territoriale et l'émergence de la question alimentaire. Enfin, le cinquième type, « les filières territoriales », tente de conforter le système productif local et ses filières longues.
- 36 Bien évidemment, chaque politique locale combine des éléments de plusieurs types. Les deux premiers types regroupent très majoritairement les villes des grands bassins de production céréalières comme Toulouse, Amiens, Nancy ou laitiers comme Rennes et Besançon qui ont vu disparaître leurs exploitations spécialisées et diversifiées au fur et à mesure de la modernisation. Les trois derniers types rassemblent les villes de la polyculture élevage comme Chambéry, Grenoble, Lyon, Nantes ou les villes méditerranéennes comme Aix-en-Provence, Aubagne, Perpignan qui ont gardé jusqu'à présent une agriculture de proximité diversifiée et des relations fortes entre l'agriculture et le marché local.
- 37 Les actions en faveur des circuits courts de proximité et de l'alimentation s'intègrent dans ce cadre général. Elles sont actuellement une composante obligée de toute politique agricole d'agglomération. Le sens, les finalités de ces actions et leur intensité diffèrent selon les types de ville et de politiques menées.
- 38 Dans le cas des agglomérations de bassin de production (type 1 et 2), nombre d'acteurs locaux tiennent un discours présentant l'agriculture périurbaine (et sa politique en faveur des circuits courts) comme un contre modèle à l'agriculture productiviste. Promotion de « l'agriculture paysanne » et question alimentaire y sont souvent deux composantes d'une militance citoyenne. Ailleurs, les circuits courts sont une question culturelle et identitaire plus consensuelle.
- 39 Lors d'un premier travail de comparaison empirique des actions en faveur des circuits courts dans les politiques d'agglomération réalisé en 2006 et 2007, *Terres en Villes* et ses membres avaient cherché à mesurer l'intensité et la diversité des actions en faveur des circuits courts. Il en ressortait trois cas de figure.
- 40 Ce sont les agglomérations caractérisées par le système de polyculture élevage (types 3, 4 et 5) qui ont conduit le plus loin, les actions en faveur des circuits courts : vente à la ferme, marché de détail, point de vente collectif, paniers, assiettes locales, grande distribution, carreau des producteurs du marché d'intérêt national, etc. Il s'agit d'une véritable stratégie en faveur des circuits courts. Selon que la collectivité ou les organismes agricoles en sont les moteurs, ces actions mettent en exergue le territoire ou l'entreprise. Cette stratégie va dans certains cas jusqu'à la création d'une marque locale comme à Aubagne, Grenoble, Lille ou encore Perpignan¹⁰.
- 41 Un deuxième groupe rassemble les agglomérations de bassins de production des types 1 et 2¹¹, qui ont entrepris depuis une dizaine d'années une première diversification agricole. L'initiative, volontariste, a souvent été impulsée par la collectivité, soit seule, soit en s'alliant aux acteurs agricoles minoritaires désireux de promouvoir un autre type d'agriculture. Les conflits, déclarés ou non, ont émaillé ces expériences, mais ils tendent à s'atténuer, le thème étant mieux partagé. Les actions les plus courantes concernent l'aide à la création de points de vente collectif, l'appui à l'agriculture biologique, la promotion des AMAP et la promotion des exploitations en vente directe.
- 42 Enfin, le troisième groupe rassemble des agglomérations du type 1 qui mettent en place des premières actions cherchant à initier la diversification de bassins agricoles centrés exclusivement sur des productions de masse¹². Ce sont même parfois les organisations professionnelles traditionnelles qui tentent de convaincre les exploitants, peu réceptifs, de s'intéresser au marché local. Cette préoccupation en faveur des circuits courts est devenue un

passage obligé pour pouvoir instaurer un partenariat durable entre la profession agricole et la collectivité locale porteuse des demandes habitantes.

43 Ces politiques en faveur des circuits courts ont donc principalement cherché à spécifier et faire reconnaître « l'agriculture périurbaine », à développer une offre de qualité et à en favoriser la commercialisation, surtout via les circuits de distribution directe. L'impact de ces politiques demeure limité à ceux d'une politique de niche.

44 Ces toutes dernières années, l'action publique nationale et territoriale en faveur des circuits courts et des circuits de proximité a connu un essor et un renouvellement importants. Plusieurs préoccupations nouvelles ont été mises à l'agenda politique alors que certains acteurs économiques forts expérimentaient de nouvelles stratégies commerciales. Bien qu'il soit encore difficile de discerner ce qui relève d'effets de mode, d'opportunités ponctuelles et d'engagements durables, on discernera empiriquement trois grandes stratégies.

45 La première stratégie est portée par les acteurs professionnels agricoles. Elle vise à passer de la niche au segment de marché en approvisionnant de manière significative les grands marchés urbains. Face aux crises du marché agricole européen et mondial et à la volatilité des prix, il s'agit de conquérir des parts de marché pour la production régionale. Pour cela, il est impératif d'organiser des filières courtes avec une logistique adaptée (plate forme, légumerie, abattoirs, etc.). L'intervention des collectivités est requise, la régulation régionale souhaitée. Le circuit privilégié est actuellement celui de la restauration collective publique, la contractualisation entre producteurs et clients étant une attente forte de la profession. La posture professionnelle rhônalpine et l'intérêt que commencent à manifester certaines coopératives agricoles importantes pour l'organisation de l'approvisionnement des villes est représentative de cette évolution. Au-delà de la profession agricole, des innovations commerciales comme celles des familles de la grande distribution (cf. la Ferme du Sart à Lille), la marque « Le petit producteur » présente dans les différents circuits de commercialisation ou la nouvelle posture des grandes sociétés de restauration collective (intérêt pour la production biologique, locale et sa logistique de distribution), annoncent l'arrivée de capitaux importants et du marketing alimentaire. Cette stratégie d'approvisionnement des marchés alimentaires urbains ne signifie pas pour autant que l'agriculture urbaine et périurbaine commercialisera mieux ses productions ordinaires puisque les filières courtes valoriseront vraisemblablement surtout les productions agricoles de grands bassins ruraux plus éloignés des villes.

46 Le changement de stratégie des acteurs économiques est amplifié par la mise à l'agenda politique de la ville durable et de la question alimentaire.

47 La ville durable est devenue depuis la Charte de Leipzig et le Grenelle de l'Environnement une politique à part entière. Les préoccupations de durabilité urbaine ont toiletté et élargi le thème de la nature en ville, cherchant à rompre avec la construction hors sol de la ville. L'agriculture urbaine et périurbaine¹³ est convoquée pour participer à une nouvelle gestion qui tient compte de la protection de la biodiversité et de l'empreinte écologique des activités urbaines. « Cette évolution favorise une mise en relation/tension des acteurs de la nature en ville et de l'agriculture périurbaine, à un moment où nombre d'acteurs du monde des jardins revendiquent la fonction nourricière et le titre d'agriculteur urbain » (Bonnefoy, 2011). Elle suscite des actions en faveur de la relocalisation de la production agricole particulièrement dans le cadre des procédures d'Agenda 21 ou de Plan Climat. Ces actions privilégient le développement de la production biologique et sa valorisation par la restauration collective publique. Bien que les résultats de la recherche soient encore très partiels pour apporter des certitudes, l'idée selon laquelle la relocalisation des productions agricoles améliore l'empreinte écologique fonctionne souvent comme une évidence communément admise et légitime l'action des collectivités locales en faveur des circuits courts.

48 Enfin, la mise à l'agenda de la question alimentaire (collectivités, Etat et Europe) a suscité et suscite de nombreuses recherches, interventions publiques et projets européens sur les systèmes alimentaires et la gouvernance alimentaire.

Des circuits courts à une politique alimentaire d'agglomération ?

49 Deux grandes conceptions semblent sous-tendre l'action publique. La première, dominante, borde la question alimentaire au champ de l'organisation de l'approvisionnement de la ville

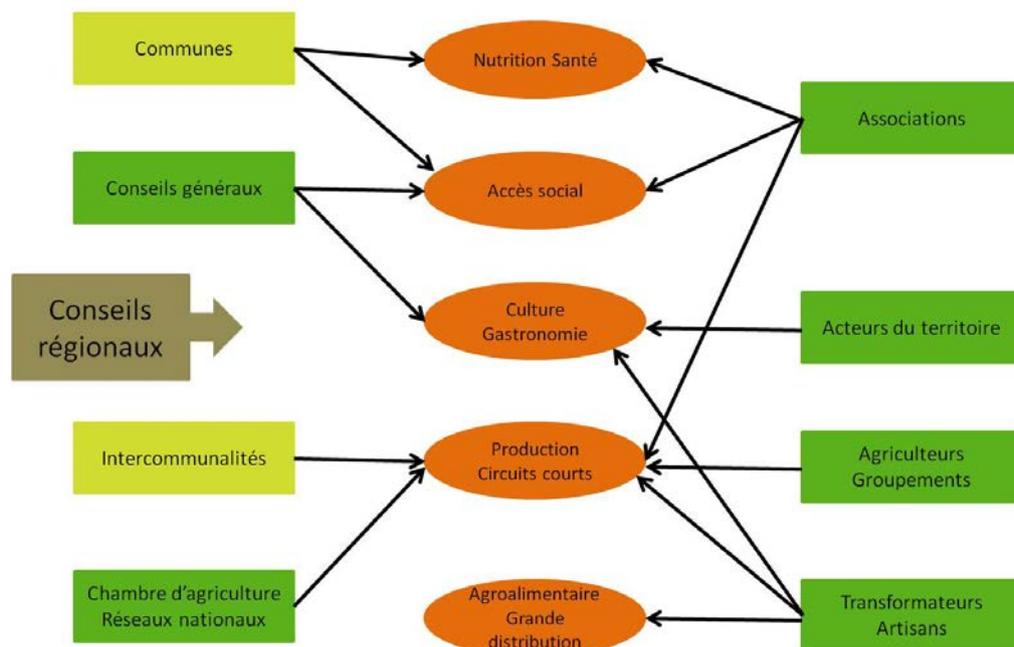
(particulièrement de la restauration publique) en produits agricoles de qualité et de proximité (définis selon des critères variables) : Amsterdam et Rome sont les cas emblématiques les plus communément citées dans les rencontres européennes en raison de l'exemplarité de leur organisation. Cette approche de la question alimentaire ouvre des voies nouvelles comme celle du « food planning ». Elle reste toutefois dans le champ de la production.

50 La deuxième conception prend en compte l'ensemble du champ alimentaire. On parlera ici plutôt de politique alimentaire, de gouvernance alimentaire. L'expérience emblématique est celle menée par le Grand Londres, à travers la « London Food Strategy », qui se traduit en six plans d'action dépassant l'approche par la production agricole :

1. Assurer la vitalité commerciale (London Development Agency).
2. Garantir l'engagement du consommateur (Regional Public Health Group).
3. Utiliser le pouvoir d'achat public comme outil de développement pour un système d'alimentation plus stable (Government Office for London, Sustain).
4. Développer les liens entre les régions autour de Londres (London Development Agency, Sustain).
5. Développer la santé dans les écoles (London Development Agency, Greenwich Co-operative, Sustain).
6. Réduire le gaspillage de la nourriture et les déchets (London Development Agency).

51 En France, le travail réalisé¹⁴ en 2008 et 2009 sur la gouvernance alimentaire des agglomérations par Terres en Villes et ses partenaires¹⁵ montre qu'il n'existe pas encore de politique alimentaire d'agglomération à même de prendre en compte l'ensemble des champs (champ économique de la production et de la distribution, champ social, champ de la santé publique, champ culturel, etc.) et d'en assurer à fortiori une cohérence stratégique. A chaque champ correspondent des systèmes d'acteurs (Figure 4), des objectifs et des normes souvent étanches.

Figure 4. Les acteurs et les champs de la politique alimentaire



Source : Terres en villes, 2009

52 Par contre, l'analyse a révélé que dans certaines agglomérations les plus avancées en matière de circuits courts, émergeaient des connexions entre ces champs. Elle révèle aussi que le binôme ville centre/intercommunalité était moteur dans cette construction locale qui associe acteurs publics et privés.

53 Même s'il ne s'agit pas d'une grande région urbaine, Aubagne est le cas français le plus avancé en matière d'intégration de la problématique alimentaire dans les politiques agricoles

périurbaines. La ville d'Aubagne a initié une politique agricole périurbaine élargie depuis à la communauté d'agglomération (Figure 5).

Figure 5. La marque collective Les jardins d'Aubagne, symbole de la volonté collective de maintenir l'agriculture péri-urbaine en Pays d'Aubagne



Source : Terres en villes, 2009

54 Fort d'une grande tradition sociale, la ville a initié un processus structuré de démocratie participative et mis en œuvre une action alimentaire, notamment en direction des populations en difficulté : atelier ville santé et épicerie solidaire. Actuellement, ville et intercommunalité cherchent à croiser la politique agricole intercommunale, les actions alimentaires communales et la planification urbaine en s'appuyant sur la richesse du tissu local, dont les AMAP¹⁶. L'atelier santé (commune) et la plateforme démocratie participative (Communauté d'agglomération) sont les lieux de cette première forme de gouvernance alimentaire.

55 La liaison entre agriculture périurbaine et politique alimentaire semble actuellement se chercher entre une conception agricole qui tend à réduire la politique alimentaire à une relocalisation et à une meilleure valorisation de la production agricole, et, une conception militante qui peine à faire le lien entre alimentation, projet d'agglomération, planification urbaine et agriculture réelle du territoire. L'investissement des grandes villes et des intercommunalités d'agglomération est encore trop partiel pour structurer une politique alimentaire. A ce point, affleure aussi la question de la territorialisation des grandes politiques publiques françaises et de la reconfiguration des relations entre Etat et collectivités. Ainsi la Loi de modernisation agricole institue bien une politique nationale de l'alimentation avec l'assentiment des acteurs agricoles, mais ignore la dimension territoriale, à fortiori métropolitaine.

Conclusion

56 L'histoire nous montre que les rapports à l'alimentation ont connu des évolutions parfois paradoxales. Ainsi, comme il est indiqué dans la conclusion de *L'Histoire de l'alimentation* (Flandrin et Montanari, 1996), les mouvements de balanciers entre localisme et ouverture sur des horizons plus lointains ont toujours existé et proviennent d'une réaction face à la prédominance d'un des mouvements. Ces processus ont entraîné corrélativement des rapports eux aussi évolutifs entre les villes et les espaces agricoles périphériques. Aujourd'hui, plusieurs signaux allant dans le sens d'une *reterritorialisation* des rapports à l'alimentation nous interpellent. C'est en ce sens que nous nous sommes demandés si ces signaux émanant des mangeurs ne pouvaient pas être à l'origine d'un nouveau mouvement de balancier, constituant ainsi une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains, un retour à un système où villes et espaces agricoles de proximité étaient fortement liés par l'alimentation ou bien une occasion de renouveler ces relations à l'heure de la métropolisation. La *géographicité* de l'alimentation semble dessiner un rapprochement nouveau, créateur d'externalités positives, entre ville et agriculture.

57 Si les pratiques habitantes sont des facteurs d'évolution des territoires, se pose la question de la planification territoriale de la question alimentaire et du nouvel enjeu que peut constituer l'alimentation pour les politiques territoriales des régions urbaines. Evidence trop aveuglante pour que l'on s'interroge jusque là sur son rôle dans le fonctionnement urbain (Pérec, 1974 ;

Steel, 2009), le système alimentaire émerge aujourd'hui à l'agenda des aménageurs dans le cadre d'un changement des rapports à l'alimentation. En témoigne le champ des travaux ouverts sur l' « *urban food planning* », visant à mieux associer monde de l'alimentation et monde de l'aménagement urbain (Morgan, 2010) dans la fabrique des territoires.

58 Les prémices d'une politique alimentaire d'agglomération montrent que des liens se créent avec des sphères d'acteurs autres que celles du monde agricole, pouvant se retrouver autour de la question alimentaire pour s'engager dans la construction de territoires métropolitains. Espaces agricoles et espaces urbains s'engageraient alors dans l'écriture d'un récit métropolitain à deux mains. Dans cet horizon, le lien entre agriculture et ville serait renouvelé, dépassant les politiques de relocalisation et de valorisation agricole, s'inscrivant dans une stratégie territoriale et dans un raisonnement plus englobant sur le « vivre-ensemble » et la construction de régions urbaines « à vivre » dans lesquelles chacun peut s'inscrire. L'hybridité des motifs que l'enjeu alimentaire apporte sont aussi ceux de la transaction entre ville et agriculture et entre acteurs du territoire.

59 Ainsi, nous nous interrogeons sur les reconfigurations potentielles des acteurs traditionnels du système agro-industriel et donc sur les politiques de filières territorialisées hybridant logiques territoriales et logiques de filières qui peuvent émerger. Les systèmes alimentaires métropolitains et les politiques alimentaires d'agglomérations ne se constitueront sans doute pas sans ces acteurs.

Bibliographie

Ariés, P., 1997, *La fin des mangeurs : les métamorphoses de la table à l'âge de la modernité alimentaire*, Desclée de Brouwer, Paris, 173p.

Ascher, F., 2005, *Le mangeur hypermoderne. Une figure de l'individu éclectique*, Odile Jacob, Paris, 330p.

Ascher, F., 2001, *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, l'Aube, Paris, 105p.

Ascher, F., 1995, *Metapolis ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, Paris, 345p.

Bell, D. et G., Valentine, 1997, *Consuming geographies. We are what we eat*, Routledge, London, 2^{ème} édition, 236p.

Bertrand, N., (Dir.), 2010, *L'agriculture dans la ville éclatée*, Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale, Université de Montréal, Montréal, 184p.

Bonnefoy, S., 2011, « La politisation de la question agricole périurbaine en France : point de repère », *Urbia*, à paraître.

Chalas, Y., 1997, « Conclusion. Les figures de la ville émergente », in Dubois-Taine, G., Y. Chalas (Dir.), 1997, *La ville émergente*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 281p.

Delfosse, C., C., Bernard, 2007, « Vente direct et terroir », *Méditerranée*, n° 109, pp. 23-29.

Despommier, D., 2010, *The vertical farm. Feeding the world in the 21st century*, Thomas Dunne Books/St. Martin's Press, New York, 305p.

Deverre, C. et C. Lamine, 2010, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux Anglophones en sciences sociales », *Economie rurale*, 317, mai-juin 2010, pp. 57-68.

Charvet, J.P., 2008, « Introduction » in Charvet, J.P. (Dir.), 2008, *Nourrir les hommes*, Editions SEDES, CNED, Larousse, Paris, 318p, pp. 5-14.

Csergo, J., 1995, « Nostalgies du terroir », in Bessis, S. (Dir.), 1995, *Milles et une bouche. Cuisines et identités culturelles*, Autrement, Coll. Mutations/mangeurs, Paris, n° 15, 182p, pp. 156-162.

Dardel, E., 1990, *L'homme et la terre : nature et réalité géographique*, Editions du CTHS, Paris, 199p, 1^{ère} édition 1952.

Histoire de l'Art et Tourisme, Université Lumière Lyon.

Flandrin, J-L. et M., Montanari, 1996, *Histoire de l'alimentation*, Fayard, Paris, 915p.

Fleury, A. et R. Vidal, 2010, « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », *La Vie des idées*, 3 juin 2010. [En ligne] : URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-autosuffisance-agricole-des.html>

Fischler, C., 1993, *L'omnivore*, Editions O. Jacob, Paris, 440p.

- Fumey, G., 2010, Manger local, manger global. L'alimentation géographique, CNRS-Editions, Paris, 160p.
- Fumey, G., 2008, « L'alimentation de qualité », in Charvet, J.P. (Dir.), 2008, Nourrir les hommes, Editions SEDES, CNED, Larousse, Paris, 318p, 250-258.
- Hébel, P., 2007, Comportements et consommations alimentaires en France, Lavoisier Tec & Doc, Paris, 120p.
- Ilbery, B. et M., Kneafsey, 2000, « Constructions of quality in regional speciality food production : a case study from south west England », *Journal of Rural Studies*, 16 (2), pp. 217-230
- Lefort, I., 2008, « Les halles de Lyon : miroir de la gastronomie lyonnaise ? » in Csergo, J., Lemasson, J.-P., (Dir.), 2008, Voyages en gastronomies. L'invention des capitales et des régions gourmandes, Coll. Mutations, Autrement, Paris, 261p, pp. 159-170.
- Malassis, L., 1997a, Traité d'économie agroalimentaire. Les trois âges de l'alimentaire : essai sur une histoire sociale de l'alimentation et de l'agriculture, livre I, l'âge pré-agricole et l'âge agricole, Editions Cujas, Paris, 329p.
- Malassis, L., 1997b, Traité d'économie agroalimentaire. Les trois âges de l'alimentaire : essai sur une histoire sociale de l'alimentation et de l'agriculture, L'âge agro-industriel, Editions Cujas, Paris, 367p.
- Morgan, K., T. Marsden et J., Murdoch, 2009, *Worlds of food : place, power, and provenance in the food chain*, Oxford University Press, Oxford, 225p, 2^{ème} édition.
- Morgan, K., 2010, « Feeding the City : The Challenge of Urban Food Planning », *International Planning Studies*, 14, 4, pp. 341-348.
- Muller, P., 2009, Les politiques publiques, PUF, Coll. Que sais-je ?, Paris, 128p, 8^{ème} édition.
- Pecqueur, B., 2006, « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés*, n° 124-125, pp 123-139.
- Pérec, G., 1974, *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, 185p.
- Poulain, J.-P., 2002, *Sociologies de l'alimentation*, PUF, Paris, 287p.
- Pothukuchi, K. et L., Kaufman, 2000, « The food system : a stranger to the planning field », *Journal of the American planning association*, 66, 2, pp. 112-124.
- Soja, E.W., 2000, *Postmetropolis : critical studies of cities and regions*, Blackwell, Malden, 440p.
- Steel, C., 2009, *Hungry city : how food shapes our lives*, Vintage, London, 383p.
- Terres en villes, 2009, La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles, 8 p. [En ligne] URL : http://www.terresenvilles.org/upload/pubdoc/pdc_20100406104611_digest.pdf

Notes

- 1 Rapport « Lyon 2020 : Lyon, capitale mondiale de la gastronomie », réalisé par le Grand Lyon (communauté urbaine de Lyon).
- 2 Le terme agriculture périurbaine est employé génériquement par les intercommunalités et les organisations professionnelles agricoles sans distinction entre agriculture urbaine et agriculture périurbaine.
- 3 Liée aux conflits suscités par les villes nouvelles à la fin des années 1960, elle a consisté pour la profession agricole à négocier des conditions acceptables en matière d'emprise, de prix d'acquisition du foncier, d'indemnisation voire de compensation pour les opérations les plus innovantes.
- 4 Initiée à la faveur de la circulaire du Premier ministre (1975) instituant les Zones naturelles d'équilibre, l'expérience francilienne a produit une innovation majeure, l'agence des espaces verts (loi du 6 mai 1976) qui met en place les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF).
- 5 Le premier projet de ce type est celui de la région urbaine lyonnaise en 1979. Grenoble et ses intercommunalités suivent en 1984, Saint-Étienne en 1987.
- 6 Tétillon, P., « Typologie des politiques agricoles périurbaines des membres de Terres en Villes », stage de fin d'études de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes, Août 2011.
- 7 <http://www.terresenvilles.org/>
- 8 Hors l'agglomération de Dijon nouvelle adhérente et l'Ile de France
- 9 Etude des grands documents politiques locaux (projet d'agglomération, schéma de cohérence territoriale, charte agricole et autre plan local de l'agriculture) et des fiches actions de la banque

d'expériences de Terres en Villes qui regroupe actuellement près de 400 fiches actions des agglomérations membres.

10 Dans ce dernier et seul cas, l'initiative vient des professionnels. Cela est lié au double débouché du maraîchage local qui produit pour l'expédition comme pour le marché local.

11 L'Est toulousain, Rennes ou Lorient sont bien représentatifs de cette catégorie.

12 Amiens en est l'archétype.

13 Le Plan Nature en Ville du Grenelle a retenu deux actions en faveur de l'agriculture périurbaine, un guide « *les agriculteurs, acteurs de la nature en ville* » et la mise en place de filières alimentaires de proximité.

14 Travail réalisé sur 18 agglomérations du réseau Terres en Villes.

15 APCA, TRAME, FNCivam, FNCuma et Inra.

16 Aubagne est le siège du réseau international des AMAP

Pour citer cet article

Référence électronique

Caroline Brand et Serge Bonnefoy, « L'alimentation des sociétés urbaines : une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ? », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 11 Numéro 2 | septembre 2011, mis en ligne le 05 octobre 2011, Consulté le 15 mai 2012. URL : <http://vertigo.revues.org/11199> ; DOI : 10.4000/vertigo.11199

À propos des auteurs

Caroline Brand

Doctorante, UMR PACTE 5194, Institut de Géographie Alpine UMR PACTE-territoires, 14 bis, avenue Marie Reynoard 38100 Grenoble, Courriel : carolinebrand@hotmail.fr

Serge Bonnefoy

Secrétaire technique de Terres en Villes, Docteur en Economie, Chercheur associé à l'UMR PACTE 5194, 40 avenue Marcelin Berthelot BP 2608 - 38 036 Grenoble Cedex 2, Courriel : serge.bonnefoy@terresenvilles.org

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Cet article se propose d'aborder la question du rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine par rapport à l'émergence d'une nouvelle demande sociale concernant l'alimentation. Nous nous interrogeons sur le nouveau liant que l'alimentation des sociétés urbaines pourrait constituer dans le cadre des rapports entre ville et agriculture.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'alimentation des sociétés des pays industrialisés a connu des évolutions profondes et rapides qui ont reconfiguré les rapports au territoire. On observe ainsi un mouvement de balancier entre déterritorialisation et reterritorialisation qui semble actuellement se faire au profit du second. Face à une demande sociale en émergence qui se traduit dans la métropole par un mélange complexe de saveurs territoriales, nous étudions comment la question alimentaire se hisse à l'agenda des collectivités territoriales dans les politiques agricoles périurbaines des agglomérations membres du réseau Terres en Villes. Si cette mise à l'agenda se fait essentiellement pour l'instant par une entrée agricole, nous mettons en avant la façon dont l'alimentation pourrait constituer un levier d'interpellation des politiques d'aménagement dans le cadre de la gestion territoriale de régions urbaines « à vivre ». Ainsi, on observe les prémices d'une émergence de politiques alimentaires, dépassant les seules politiques de circuit-court, créant des liens avec des sphères d'acteurs autres que

celles du monde agricole, pouvant se retrouver autour de la question alimentaire pour s'engager dans la construction de territoires métropolitains.

Mots clés : agriculture urbaine, agriculture périurbaine, alimentation, métropolisation, déterritorialisation, reterritorialisation, politique alimentaire

This paper intends to tackle the issue of the urban and peri-urban agriculture in relation to the emergent social demand concerning food. We question ourselves about the potential link the supply of food for urban societies could be for the relations between the city and its agricultural periphery.

Since the Second World War, the food of industrialized societies has evolved deeply and rapidly, changing the relationship with the territory. We can observe a kind of swing between the deterritorialized and reterritorialized processes which seems currently to tilt towards the latter. We study the way food gets into the local governments agenda through the periurban agricultural policies of the cities members of the Terres en Villes network. If this introduction of food in the public agenda is usually set up by an agricultural entry, we put forward the way food could be a lever of questioning for the planning policies concerning urban regions "to live in". Thus, we observe the very beginning of food policies which go beyond the alternative food systems policies, and create links with stakeholders other than the agricultural stakeholders that could meet around the food issue to get involved into the building of metropolitan territories.

Keywords : urban agriculture, periurban agriculture, métropolisation, déterritorialisation, reterritorialisation, food policy, food supply

Lieux d'étude : Europe